

*Les crédits*

restrictions rendues nécessaires à cause des programmes mal conçus et des dépenses impayées que ceux qui étaient au pouvoir auparavant nous ont laissées en héritage.

Donc, le gouvernement tend la main, mais doit faire un difficile partage entre les demandes qui assaillent le trésor public. C'est cela gouverner avec sérieux. Une telle manière de gouverner, si elle avait été employée plus tôt, nous aurait évité le désordre financier dans lequel nous ont plongés deux décennies de mauvaise gestion budgétaire.

En regardant travailler la Commission Charest, j'ai été touché par les paroles d'un témoin en particulier lorsqu'il évoquait son enfance de métis vivant en Saskatchewan, dans un hangar. Il touchait le sentiment canadien au plus profond de nous. Monsieur le Président, ce que racontait cet homme signifie plus pour moi que toutes les savantes dissertations sur les fondements constitutionnels des pouvoirs fédéraux de dépenser. En l'écoutant, j'ai compris que ces pouvoirs s'enracinaient non seulement dans les lois du pays, mais aussi dans son cœur. Dans son cœur, parce que pendant qu'il parlait, je me disais que ni lui ni ses enfants ne devraient jamais plus porter le joug de la pauvreté et que le Canada devrait continuer d'offrir des programmes de logement qui donnent aux moins fortunés d'entre nous la chance de vivre dans la dignité et de devenir des citoyens productifs.

Monsieur le Président, les mesures que le gouvernement actuel prend depuis que mon collègue, maintenant ministre de la Défense nationale, s'est adressé à cette Chambre à la fin de 1985, visent ceux qui ont le plus besoin de l'aide de l'État. Les mesures que le gouvernement a prises quand il a réorienté sa politique du logement n'ont pas dévié de leur but. Le gouvernement est déterminé à mettre en commun les ressources de tous les paliers administratifs et des groupes communautaires pour qu'elles soient toutes employées à aider les démunis.

Nous cherchons avec persévérance des moyens de répondre plus rapidement aux besoins des familles démunies et de faire mieux que le gouvernement libéral qui nous a précédé. Et nous y réussissons. Au cours des quatre dernières années, depuis l'annonce des nouvelles orientations, nous sommes parvenus à aider 75 000 ménages à faible revenu, alors que le gouvernement libéral n'en avait aidé que 32 000 environ durant les quatre dernières années de son mandat. Monsieur le Président, c'est un progrès. C'est 43 000 ménages de plus que les libéraux durant le même laps de temps, 43 000 ménages, familles, mères monoparentales, petits salariés, autochtones, vivant ou non dans des réserves, handicapés et personnes âgées.

Peut-être aussi que mes collègues, ceux qui remettent en cause la performance de notre gouvernement dans le

secteur de l'habitation sont déjà au courant de toutes ces choses, mais ne veulent pas qu'on les répète.

Monsieur le Président, je suis d'accord pour ne pas passer sous silence la performance du gouvernement dans le domaine du logement. En effet, il y a lieu de parler, non pas des réalisations comme telles, mais du fait qu'elles ont été menées à bien à un moment où tant d'autres grands problèmes retiennent l'attention du public.

Il y a beaucoup à dire au sujet des réalisations du présent gouvernement dans le domaine du logement. Mais, pour commencer, je veux vous faire part d'une situation qui en dit long sur le leadership du gouvernement. Je pense aux familles, celles qui vivent dans les grands centres urbains, comme Toronto, Montréal, Halifax, Vancouver et Winnipeg et celles qui habitent dans de plus petits centres ou les régions rurales; je pense aux familles avec enfants, aux familles monoparentales, aux familles qui vivent du bien-être social et aux familles à faible revenu.

Ces familles, monsieur le Président, ont maintenant un accès accru aux logements sociaux. Le présent gouvernement, celui-là même dont on remet en cause la performance dans le domaine du logement, a usé de son influence pour obtenir l'accord des provinces, des municipalités et des groupes communautaires pour que l'on accorde plus d'attention aux besoins des défavorisés.

Ce gouvernement, que l'on accuse de manquer de leadership, a réussi à persuader toutes les parties qui veulent alléger le fardeau de ceux qui sont dans le besoin, à travailler ensemble pour mettre à la disposition de ces personnes plus de logements abordables, sécuritaires, ainsi que de taille et de qualité convenables. Vous ne lirez pas cet exploit dans les journaux, mais c'est un fait réel; c'est là un exemple de notre leadership.

Un autre exemple, monsieur le Président, concerne les autochtones. Des gens qui, à plusieurs égards, méritent au plus haut point notre attention. Ce sont d'eux dont je parlais lorsque j'ai dit que la famille ne devrait plus jamais avoir à vivre sous le joug de la pauvreté. Comme jamais auparavant, ces personnes ont saisi l'attention et l'énergie du présent gouvernement dans le domaine du logement social. Près de la moitié des logements offerts en milieu rural aux termes du programme de logement pour les ruraux et les autochtones, servent maintenant à répondre aux besoins pressants des autochtones habitant à l'extérieur des réserves. C'est là un exemple de notre engagement. Pensons aussi au succès du programme pour les autochtones en milieu urbain et aux sommes destinées aux autochtones vivant dans les réserves.

Monsieur le Président, je pense que mes collègues ne veulent pas entendre parler de nos succès. Ils ne veulent pas non plus entendre dire que notre gouvernement a fait preuve de direction éclairée, qui atteste d'une administration efficace et responsable.